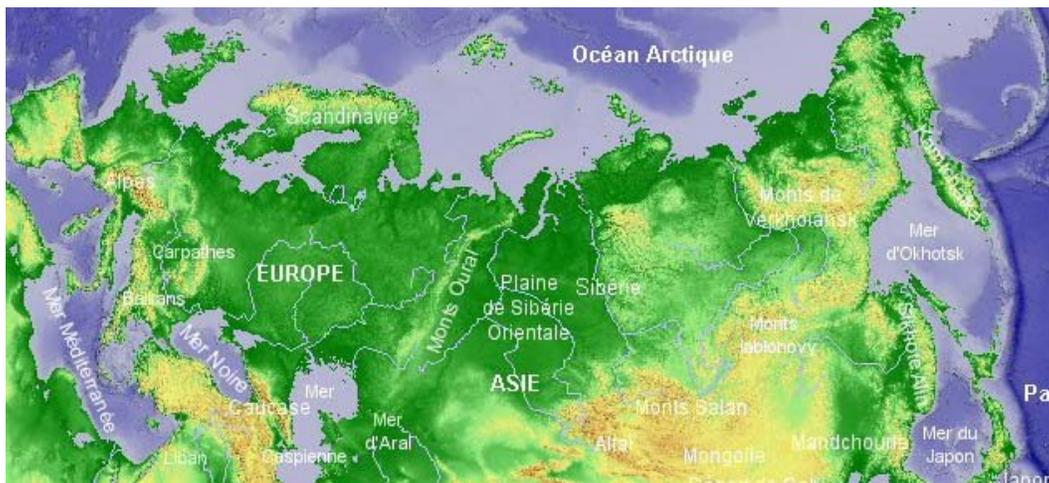


Vladimir Poutine : plaidoyer en faveur d'une « communauté économique harmonieuse, de Lisbonne à Vladivostok »

Tribune de Vladimir Poutine, parue dans la [Süddeutsche Zeitung](#) du 25 novembre 2010



Il est évident, aujourd'hui, que l'éclatement de la crise mondiale en 2008 n'était pas seulement dû au gonflement des « bulles » et à l'échec de la régulation des marchés mais qu'il était de nature structurelle. Le problème central consiste dans l'accumulation de déséquilibres mondiaux. Le modèle selon lequel un centre régional multiplie les emprunts et consomme des biens sans frein alors que l'autre produit des marchandises bon marché et rachète des dettes a échoué.

En outre, la répartition de la prospérité est extrêmement inégale aussi bien entre les différents pays qu'entre les différentes couches de population, ce qui a ébranlé la stabilité de l'économie, provoqué des conflits locaux et paralysé l'aptitude au consensus de la communauté internationale dans le débat sur les problèmes urgents.

La crise a montré la nécessité de procéder à des réexamens, à évaluer les risques et à réfléchir à de nouvelles évolutions fondées non sur des valeurs virtuelles mais réelles. On élabore actuellement des stratégies d'après-crise dans tous les grands centres, y compris aux Etats-Unis et en Chine.

L'Europe a elle aussi besoin de visions d'avenir à elle. Aussi proposons-nous de préparer l'avenir grâce à un partenariat entre la Russie et l'UE. Ainsi, nous pourrions faire valoir ensemble notre droit au succès et à une meilleure compétitivité du monde moderne.

Reconnaissons-le : aussi bien la Russie que l'Europe se sont révélées assez vulnérables. La crise nous l'a très nettement révélé. La Russie continue de dépendre étroitement de la conjoncture des matières premières. L'UE récolte les fruits pourris d'une désindustrialisation qui dure depuis de longues années et elle est confrontée au risque d'un affaiblissement de ses positions sur les marchés industriels et de la haute technologie.

Rassembler nos expériences en matière de coopération

Un problème qui menace aussi bien la Russie que l'UE est une tendance au retard dans les domaines de l'éducation, de la recherche et du développement. Ajoutons que l'état actuel de la collaboration entre la Russie et l'UE ne correspond absolument pas aux défis auxquels nous sommes confrontés.

Pour modifier cette situation, nous devons utiliser les avantages et les moyens existants. On pourrait ainsi réaliser une synthèse harmonieuse des deux économies, celle de l'UE, classique et qui a fait ses preuves, et celle de la Russie, nouvelle et en plein développement, dont les facteurs de croissance se complètent bien.

Nous disposons de technologies modernes, de ressources naturelles et de capitaux à investir. Nous bénéficions de l'exceptionnelle productivité de nos travailleurs. Finalement, la Russie et l'Europe s'appuient sur les sérieuses expériences qu'elles ont accumulées en matière de coopération. Je suis heureux de pouvoir noter ici que l'Allemagne, qui sert de locomotive à l'intégration européenne, occupe dans ce domaine également une position de force exemplaire. Alors que proposons-nous ?

Pour une politique industrielle commune

Premièrement : la création d'une communauté économique harmonieuse, de Lisbonne à Vladivostok.

Plus tard, on pourrait même envisager éventuellement une zone de libre-échange, voire des formes d'intégration économique plus poussées. Cela créerait un marché commun continental d'une capacité de plusieurs billions d'euros.

Mais il s'agit manifestement de commencer par éliminer tous les derniers obstacles à l'adhésion de la Russie à l'OMC. Il s'ensuivrait alors une harmonisation des directives juridiques, douanières et techniques, de même que l'application des projets destinés à éliminer les problèmes posés par les infrastructures de transports dans l'ensemble de l'Europe.

Deuxièmement : une politique industrielle commune, qui devrait reposer sur l'addition des potentiels de technologie et de ressources de la Russie et de l'UE, ainsi que sur la mise en œuvre de programmes communs de soutien aux PME opérant dans l'économie réelle.

Des labels comme « *Made in Germany* » ou « *Made in EU* » valent leur pesant d'or. Ces modèles de très haute culture technologique doivent être conservés avec le plus grand soin. Ils ne doivent pas disparaître.

En Russie, il n'existe pas encore beaucoup de marques reconnues, mais nous voulons moderniser systématiquement et appliquer largement les technologies européennes qui sont les plus compatibles avec notre culture de production et nos traditions.

A mon avis, il faut mettre à l'ordre du jour commun la question de savoir comment faire déferler une nouvelle vague d'industrialisation sur le continent européen, tout particulièrement en concluant des alliances stratégiques notamment dans les domaines de la construction navale, aéronautique et automobile, des industries spatiale, médicale et pharmaceutique, de l'énergie nucléaire et de la logistique.

Qu'on me comprenne bien : cette thèse n'est pas un appel à transformer l'Europe en une unique plateforme de production, en une sorte de méga-usine. Il faut créer une industrie imprégnée de haute technologie de l'ère postindustrielle. Les nouveaux sites de production doivent être non-polluants et obéir à des normes environnementales strictes.

D'une manière générale, il s'agit de se concentrer sur tout ce qui a à voir avec l'écologie, l'exploitation prudente des ressources naturelles et la lutte contre le réchauffement climatique. Dans ce domaine, la Russie et l'Europe pourraient faire des expériences très positives. Songeons à notre collaboration dans la protection et la restauration du milieu maritime de la mer Baltique.

Troisièmement : l'idée d'un complexe énergétique commun en Europe s'impose. Ces dernières années, la collaboration énergétique entre la Russie et l'UE a beaucoup fait parler d'elle et a été, franchement, trop politisée. On est allé jusqu'à laisser entendre que la Russie voulait utiliser ses livraisons de pétrole

et de gaz naturel pour résoudre tel ou tel problème politique, ce qui ne correspond absolument pas à la réalité.

La vérité est que la Russie, après l'effondrement de l'URSS, avait perdu l'accès à ses grands marchés d'exportation. Des problèmes ont surgi avec les pays de transit qui cherchaient à tirer des avantages unilatéraux de leur situation de monopole. C'est là l'origine de conflits bien connus. Evidemment, cette situation ne favorisait ni les intérêts de la Russie ni ceux des acheteurs de nos ressources énergétiques.

Pour une politique énergétique concertée

C'est la raison pour laquelle de nombreux fournisseurs d'énergie et de nombreux gouvernements européens, y compris le gouvernement allemand, ont soutenu les projets russes de construction de gazoducs à travers la Baltique (North Stream) et la mer Noire (South Stream). Dès que ces gazoducs seront en service, le continent européen disposera d'un système d'approvisionnement diversifié et souple. Je suis sûr qu'alors, tous les faux problèmes énergétiques appartiendront au passé.

Notre aptitude à apprendre à tenir compte, non en paroles mais en actes, de nos intérêts stratégiques réciproques revêt une importance capitale. Cependant, on ne peut pas dire cela du Troisième paquet énergétique de l'UE. Malgré toutes les bonnes intentions, il entraîne des risques importants pour l'économie énergétique européenne et affaiblit la volonté des investisseurs de financer de nouveaux projets. Cela pourrait entraîner une situation dans laquelle, dans quelques années, au lieu de marchés concurrentiels, nous aurions des infrastructures en ruine, une pénurie d'énergie et par conséquent des prix élevés pour les consommateurs européens.

Rappelons que c'est la libéralisation irréfléchie des marchés financiers qui a été la principale cause de la crise financière.

Personne n'a intérêt à ce que l'échec de la régulation du secteur du gaz naturel ne déclenche une crise énergétique. Je suis persuadé que la vie elle-même contraint à créer des relations équilibrées, reposant sur l'égalité des droits entre les fournisseurs, les consommateurs et les pays de transit des ressources énergétiques. Le nouvel accord énergétique proposé par la Russie a précisément pour objectif d'établir ce genre de relations.

En unissant nos efforts, nous aurons la possibilité non seulement de faire le commerce des ressources énergétiques mais d'échanger des actifs et de collaborer dans toutes les phases de la création de valeurs technologiques, de l'exploration de nouvelles ressources énergétiques jusqu'à leur livraison aux consommateurs. En outre, nous lançons un appel à la collaboration dans la formation du personnel du domaine énergétique et dans la création de centres d'ingénierie et dans l'application de projets en matière d'efficacité énergétique, d'économies d'énergie et d'utilisation de sources d'énergie renouvelables.

Quatrièmement : sans industrie développée, aucun progrès n'est possible dans l'enseignement et la recherche européens. Maintenant déjà, les jeunes gens doués s'intéressent beaucoup moins qu'auparavant aux professions techniques, et cela aussi bien en Russie que dans l'UE. Les professions d'ingénieur ou d'ouvrier qualifié leur paraissent sans avenir et ils optent pour d'autres métiers qui, parfois, exigent des qualifications inférieures. Il ne manquerait plus que, à la suite de la délocalisation des sites de production, les bureaux d'études et les sociétés d'ingénierie quittent le continent.

Pour des échanges universitaires plus intenses

La science et l'éducation européennes doivent assurer leur leadership. C'est possible grâce à un étroit partenariat. La Russie continuera d'investir dans des projets de recherches paneuropéens comme la

construction du laser à rayons X à Hambourg ou de l'accélérateur à Darmstadt. Nous sommes disposés à offrir à des Européens des possibilités de recherches dans des universités et des centres de recherches russes, également dans le cadre des programmes de soutien spéciaux.

En outre, il existe en Russie d'importantes possibilités de travailler dans des centres d'expérimentation uniques au monde. Ainsi, un centre géant de recherches sur les neutrons, lié à une centrale nucléaire près de Saint-Pétersbourg, va bientôt être mis en service. En échange, nous espérons recevoir des contributions à la science et aux infrastructures d'innovation russes. Dans ce domaine, l'exemple du groupe Siemens est significatif : il s'est déclaré prêt à fonder un centre de compétence à Skolkovo, « ville de l'innovation » située près de Moscou.

Il faudrait naturellement soutenir le développement des échanges entre étudiants et professeurs et les contacts entre jeunes chercheurs. Nous voulons que des étudiants russes fassent leurs études dans des universités de l'UE et, de notre côté, nous sommes prêts à ouvrir davantage nos universités aux étudiants des pays européens. La mobilité universitaire, les séjours d'études réciproques et d'autres formes d'échange sont d'autant plus importants qu'ils contribuent à créer une culture technologique et entrepreneuriale commune.

Cinquièmement : un authentique partenariat restera impossible sur notre continent tant qu'il existera des entraves humaines et commerciales. Le plus gros obstacle est l'obligation de visa entre la Russie et l'UE. A notre avis, son abolition ne doit pas représenter la fin, mais le début d'une intégration authentique. Les premiers à en profiter seront les élèves et les étudiants. Ils auront ainsi de nouvelles occasions de voyager, de se former et d'apprendre à connaître les cultures exceptionnelles de différents pays.

La suppression de l'obligation de visa lèvera également un obstacle sérieux au développement des activités commerciales. Pour les grandes entreprises, la question des visas ne pose plus de problèmes aujourd'hui mais elle gêne considérablement les PME, les sociétés innovantes. Au fond, elle conserve artificiellement la structure passablement imparfaite de nos relations commerciales.

Finalement, la fixation de délais et d'un calendrier précis pour l'abolition des visas permettra d'améliorer la collaboration entre les autorités de protection juridique de nos Etats et de lutter de manière plus efficace contre l'immigration illégale, le trafic de drogue, la criminalité organisée et le terrorisme. Cependant, les perspectives sont encore sombres. Ces autorités ne sont pas suffisamment motivées à résoudre les problèmes techniques liés à l'abolition de l'obligation de visa.

Je n'ai fait ici qu'esquisser le projet d'approfondissement du partenariat entre la Russie et l'UE. La question principale consiste à savoir si l'UE est prête à la discussion et au travail concret sur ce projet. Malgré toutes les réticences qui se manifestent, je crois qu'il a de plus en plus de partisans dans l'UE.

« Une chance de développer une Europe unifiée et prospère »

Le chemin sera manifestement long et il faudra procéder par étapes. En tant que partenaires placés sur un pied d'égalité, la Russie et l'UE devront chacune en parcourir une partie. Cependant, il est également manifeste que ce travail ne doit pas être différé et que nous ne devons pas perdre notre temps en formalités diplomatiques sans fin.

Insistons sur le fait que la Russie n'a aucun intérêt à ce que l'UE soit faible et conflictuelle car cela réduirait indirectement l'influence internationale de la Russie et nos chances de faire confiance à un partenaire qui défend des intérêts analogues et même parfois tout à fait concordants.

Le rapprochement entre la Russie et l'UE ne peut pas être dirigé contre quelqu'un et n'implique absolument aucun affaiblissement des relations avec nos partenaires et alliés traditionnels. Nous

pourrions inscrire les principes renouvelés de notre collaboration dans l'accord de base entre la Russie et l'UE en préparation actuellement. Il faut considérer que cet accord a des visées stratégiques. Nous devrions essayer de le concevoir pour les 20, 30, voire 50 prochaines années.

Pour finir, je voudrais rappeler qu'en 1990, le chancelier allemand Helmut Kohl a pris une décision très courageuse : ne pas attendre que la RDA soit prête à faire partie d'une Allemagne réunifiée, et procéder immédiatement à la réunification afin que l'Est et l'Ouest du pays puissent réapprendre la coexistence dans le processus de collaboration et la recherche de solutions communes.

L'histoire a confirmé le bien-fondé de cette démarche résolue. Aujourd'hui, dans une situation historique nouvelle, une chance s'offre à nous de développer une Europe unifiée et prospère. Si nous nous fixons cet objectif, les compromis seront plus faciles à trouver sur les dossiers concrets.

Certains trouveront les réflexions développées dans cet article trop ambitieuses. Mais dans le monde actuel, on voit se réaliser ce qui apparaissait tout d'abord comme utopique. Nous pourrions ensemble nous en convaincre. Maintenant, il s'agit tout simplement de retrousser nos manches et de nous mettre au travail.

[Horizons et débats](#)